

Fondation Konrad Adenauer

Bureau Sous-Régional Cotonou · Bénin

Programme pour la Promotion de la Démocratie en Afrique de l'Ouest (PBWA)

Programme for the Promotion of Democracy in West Africa



Konrad  
-Adenauer-  
Stiftung

Coopération Internationale  
www.kas-benin.de

Colloque international :

« *L'intégration des Forces Armées et de Sécurité dans les sociétés démocratiques* »

**Allocution d'ouverture  
du Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer  
M. Klaus D LOETZER**

29 mars 2005, Marina Hôtel, Cotonou

Excellences, Mesdames et Messieurs, Honorables Invités.

J'ai l'insigne honneur de prendre la parole devant vous ce soir pour vous souhaiter, au nom du Président de la Fondation Konrad Adenauer, l'ancien Premier Ministre le Professeur Bernhard Vogel, la bienvenue dans cette salle du Marina Hôtel pour suivre pendant trois jours le colloque sur le thème : *l'intégration des Forces Armées et de Sécurité dans les sociétés démocratiques*. Je remercie sincèrement les délégations venues du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Togo ainsi que leurs homologues du Bénin pour l'empressement avec lequel elles ont accepté de participer au présent colloque. Je profite de la même occasion pour exprimer la gratitude de la Fondation Konrad Adenauer à l'endroit des gouvernements des différents pays concernés pour avoir autorisé et facilité la participation effectifs de leurs représentants. Je n'oublierai pas de remercier les deux invités de marque qui ont accepté d'effectuer le déplacement depuis l'Allemagne pour partager leurs expériences avec nous, l'honorable député allemande Dr. Conny Mayer et le lieutenant-colonel Carl-Mathias Wilke du Centre pour la formation morale et civique des forces armées allemandes. Je leur souhaite la bienvenue au Bénin.

À l'ouverture du premier colloque international sur le thème « Militaire et Démocratie » organisé par la Fondation Konrad Adenauer en mars 1996 à Ouagadougou, le Représentant Résident de l'époque, le Docteur Holger Dix déclarait dans son allocution d'ouverture, je cite : « *Comme vous le savez, au Niger, les forces démocratiques n'étaient pas capables de maîtriser le règlement démocratique et de diriger le pays vers un développement durable. Dans une situation de blocage mutuel entre le Président et le Premier Ministre, les militaires nigériens ont décidé d'intervenir. Je voudrais donc remercier la délégation nigérienne pour avoir accepté l'invitation de la Fondation Konrad Adenauer pour ce colloque.* » Fin de citation.

Neuf ans se sont écoulés depuis que cette phrase a été prononcée pour faire allusion à une situation socio-politique nigérienne dont le simple souvenir nous donne aujourd'hui des sueurs froides. Il est heureux de constater qu'à part la délégation militaire du Niger, nous avons parmi nous le Docteur Dodo Boukary, Président du Comité Démocratie et Militaire qui, au cours du présent colloque, nous livrera les fructueuses expériences du Niger à travers cette institution que le Président du Niger, son Excellence Amadou Tandja a lui-même installée au début de son premier mandat. Il n'est pas alors étonnant de constater que ce dernier a terminé son premier mandat l'année dernière comme étant le premier président du Niger post-indépendant à avoir effectué un mandat sans effusion de sang et sans être déchu de quelque manière que ce soit. En outre, les élections présidentielles et législatives se sont déroulées dans ce pays sans problème dans un intervalle de quelques mois. Ces quelques faits contredisent l'idée selon laquelle la démocratie ne bouge pas en Afrique et sont à mettre à l'actif de la maturité politique sans cesse croissante du peuple nigérien.

J'espère de tout cœur pouvoir faire les mêmes remarques d'ici quelques ans en ce qui concerne la situation politique qui prévaut actuellement au Togo. Je me réjouis particulièrement de la présence non seulement d'une délégation de l'armée togolaise mais également de quelques acteurs politiques en dépit de la crise que traverse leur pays. Permettez-moi d'adresser également ces mêmes mots d'espoir à l'endroit de nos amis militaires et civils de la Côte d'Ivoire.

N'oublions pas que la démocratisation est un processus de longue haleine et qu'on ne saurait attendre de l'Afrique qu'elle atteigne en quarante ans le niveau démocratique que les pays développés ont mis des siècles à atteindre; compte tenu de la diversité des contextes et des conditions si différents.

La Fondation Konrad Adenauer est consciente de cette réalité si bien que dans le cadre de son projet « Programme pour la Promotion de la Démocratie en Afrique de l'Ouest » (PBWA) elle fait de la formation civique des militaires son cheval de bataille. Comme je l'ai dit plus haut, le Colloque international organisé au Burkina Faso en 1996 sur le thème « Militaire et Démocratie » fut le premier d'une série de colloques qui ont eu respectivement lieu à Bamako en 1997, et à Cotonou en 1998. Le résultat de ces colloques était, entre autre, la mise en œuvre d'un programme intitulé « Education Civique dans les Casernes ». Au fil des années on a abouti à un partenariat avec les Forces Armées du Bénin (à partir de 1998), du Mali (à partir de 1999), du Niger (à partir de 2001) et du Burkina Faso (à partir de 2002). En tout 1.250 militaires, officiers, sous-officiers, hommes de rang confondus ont bénéficié de ce programme de formation civique. Etant donné que le programme s'occupe de la formation des formateurs, c'est-à-dire de ceux qui sont supposés répercuter la formation sur d'autres, nous estimons avoir atteint, avec une telle approche, quelques dix milles soldats.

À partir de cette année, la Fondation Konrad Adenauer a, en marge du volet « Education Civique dans les Casernes », enrichi son programme d'un nouvel aspect à savoir une meilleure implication des forces armées et de sécurité dans les sociétés démocratiques. Cette approche se fonde sur le principe qui sous-tend le projet PBWA, c'est-à-dire l'installation durable des structures démocratiques de l'Etat de Droit et l'ancrage d'une culture démocratique dans la conscience des populations de l'Afrique de l'Ouest. Cet objectif est réalisable seulement dans un cadre où les peuples peuvent vivre en paix. Autrement dit, le concept de la sécurité humaine est à la base de tout développement durable. Compte tenu de son importance, l'intégration des forces armées et de sécurité dans les sociétés démocratiques est indispensable.

Le thème du présent colloque tel qu'il est libellé apparaît désormais comme un volet d'éducation civique du programme de promotion de la démocratie de la Fondation Konrad Adenauer. Le titre intégration des forces armées et de sécurité dans les sociétés démocratiques pourrait paraître banal lorsqu'on sait que la problématique des rapports entre les militaires et les civils dans un régime démocratique a été pendant longtemps l'objet de diverses analyses et controverses et qu'il trouve son terrain de résolution dans l'éducation civique des militaires. Le thème qui nous réunit aujourd'hui ne signifie guère que les forces armées et de sécurité de la sous-région ouest-africaine ne sont pas intégrées dans leurs sociétés respectives ou qu'elles ne participent pas à l'enracinement de la démocratie. Mais il suggère plutôt que les forces armées et de sécurité font partie intégrante de l'Etat démocratique. En d'autres termes, le militaire est appelé non seulement à vivre ses droits et sa liberté dans les conditions du service quotidien mais également à respecter, dans l'accomplissement de sa mission, les valeurs définies dans la loi fondamentale, c'est-à-dire la constitution, de son pays. En outre, les militaires, en tant que membres de la société globale, doivent établir des rapports cohésifs et harmonieux afin qu'il y ait un respect mutuel avec les autres acteurs de la société. Dans le contexte politique, le contrôle parlementaire de l'organisation militaire de l'Etat est une composante essentielle du contrôle civil et démocratique. Mais le contrôle démocratique des forces armées ne marchera pas si l'institution militaire n'est pas démocratique. C'est pour cette raison que nous avons suggéré le modèle du « citoyen en uniforme » des forces armées allemandes qui en réalité reflète la position du militaire au sein de l'Etat démocratique. Ce modèle combine la libre personnalité, le citoyen conscient de ses responsabilités démocratiques (droits et devoirs) et le militaire prêt à l'engagement. En outre, l'utilisation de l'exemple allemand nous montre qu'une armée non-démocratique peut devenir démocratique, comme ce fut le cas de l'armée allemande la *Wehrmacht* qui s'était révélée sous le régime nazi entre 1933 et 1945 une véritable machine de destruction, et qui pourtant, grâce à l'apport exté-

rieur notamment des Etats Unis est devenue de nos jours une armée démocratique et fédérale : la *Bundeswehr* (Armée fédérale) qui fait la fierté du peuple allemand.

Les communications qui seront présentées par des allemands à savoir : « Les outils de contrôle politique des armées en démocratie : Cas de la République fédérale d'Allemagne » par l'Honorable Député allemande Dr. Conny Mayer et « Le Principe de l'*Innere Führung* (code moral) » par le Lieutenant-colonel Carl-Mathias Wilke du Centre pour la formation morale et civique des forces armées allemandes développent des expériences typiquement allemandes qui ne sauraient être transposées dans leur ensemble dans d'autres pays. Toutefois, il faut reconnaître que certains aspects pourraient trouver un terrain fertile en Afrique. Le principe *Innere Führung* n'est pas une réalité toute faite et achevée, au contraire, en tant que concept de règles de conduite moderne, il est dynamique puisqu'il a besoin de s'enrichir et de subir des transformations. Heureusement un coup d'œil sur le programme de ce colloque nous révèle qu'on ne se contentera pas des expériences allemandes mais que les conférenciers de la sous-région ouest-africaine partageront les leçons et conclusions qu'ils ont tirées de leurs environnements politiques et sociaux qui sont pertinents pour toute l'étendue de la sous-région.

Je suis très heureux que son Excellence, Monsieur le ministre de la Défense du Bénin ait accepté de livrer quelques réflexions sur la question de l'équilibre ethnique comme facteur de stabilité institutionnelle et de cohésion nationale. A mon humble avis, cette question fait partie des éléments garantissant le succès de la démocratie en Afrique, une Afrique qui a été arbitrairement découpée par les puissances coloniales sans respect des spécificités culturelles et ethniques de son peuple.

Pour étayer mon raisonnement, permettez-moi de prendre l'exemple du géant voisin du Bénin: le Nigeria. Au delà des nombreux problèmes qui minent ce pays, l'une des raisons qui expliquent sa relative stabilité politique est le respect de l'équilibre ethnique de son armée. Lorsqu'en 1958 l'ancienne puissance coloniale voulut accorder l'indépendance au Nigeria, le Premier ministre du Nord de l'époque, sardauna de Sokoto, El-Hadj Sir Ahmadou Bello, a demandé aux anglais un délai de deux ans pour assurer une représentation équitable des ethnies au niveau des officiers de l'armée. Car à cette période on constatait une sous représentation des officiers d'origine Haussa-Fulani par rapport aux Yoroubas du Sud-Ouest et aux Ibos du Sud-Est. Cette situation résultait de la politique de l'Indirect Rule – le système d'administration indirecte s'appuyant sur les chefferies locales – pratiquée par l'Angleterre qui favorisait certaines ethnies au détriment d'autres. Ainsi, entre 1958 et l'accession à l'indépendance du Nigeria en 1960, un certain nombre de sous-officiers originaires du Nord furent envoyés en formation à Sandhurst en Angleterre pour en revenir capitaine ou lieutenant-colonel dans l'armée nigérienne.

Comme vous venez de le constater le présent colloque se veut un forum de discussions et d'échanges fructueux qui permettront à chaque délégation de repartir plus aguerrie par rapport à son rôle dans la consolidation de l'état de droit et de la démocratie.

Pour finir, j'aimerais une fois encore exprimer de vive voix toute la gratitude de la Fondation Konrad Adenauer au Ministre de la Défense Nationale du Bénin pour sa disponibilité constante, son soutien rassurant et indéfectible à l'organisation du présent colloque. Mes remerciements vont également à l'endroit de ses homologues du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Togo pour leur appréciable contribution à la réussite du présent colloque. Je ne saurais passer sous silence, l'engagement personnel et soutenu du Chef d'Etat Major Général des Forces Armées béninoises pour assurer la participation effective de certaines délégations ici présentes. Mon Général, soyez-en remercié.

Pleins succès à vos travaux. Je vous remercie.